

CONTRIBUTION

Francophonie, nationalité et insularité littéraire

(1^{re} partie)

Jamais la question de l'identité nationale des expressions culturelles ne s'est posée de manière aussi nette en Algérie qu'en ces dernières années. La double nationalité triomphe aujourd'hui dans la peinture, le cinéma et la musique. Et même, au nom de motivations diverses, dans la littérature.

Par
Abdellali Merdaci*

Dans cette quête – souvent déçue, toujours malheureuse – de nouvelles qualifications juridiques aux productions culturelles et à leurs auteurs, il y a pour une nouvelle génération d'artistes, nés et ayant grandi en Algérie, l'abandon de leur nationalité. Leur rapport à l'ancienne puissance colonisatrice est-il si prégnant pour tracer les frontières d'une insularité culturelle ? Ni la génération de la guerre d'indépendance qui continue à conduire le pays ni celles de l'indépendance n'ont su exorciser le passé colonial de l'Algérie et plus précisément ses crises identitaires. L'indépendance et la formation d'une nouvelle nation ont-elles réellement donné une nouvelle identité propre aux anciens indigènes ? Aujourd'hui, non seulement dans le champ culturel, mais aussi curieusement dans le champ politique, beaucoup d'auteurs restent indéterminés dans leur identité. Ils sont à la fois Algériens, mais aussi Français, parfois même Marocains, Américains et Canadiens. Cette labilité de l'identité juridique, cet «entre-deux» insurmontable, n'est-elle pas tragiquement vécue dans le microcosme littéraire qui reste entre tous le plus désemparé ? Elle engage parfois des comportements intempérants que souligne l'actualité.

Faut-il ainsi donner acte au romancier Yasmina Khadra de son irritation devant les choix des jurys littéraires parisiens qui ne rendent pas justice au travail des écrivains de langue française d'Algérie, largement exprimée en France et en Algérie sur les plateaux des télévisions et dans les colonnes des journaux ? Il est, certes, vrai que la marginalisation en France des auteurs algériens, résolument absents des listes des prix littéraires de l'automne, n'est rien de moins qu'évidente et leur présence dans l'écriture française plus fragile. Il y a sans doute, dans la période actuelle, dans le sillage de Yasmina Khadra des écrivains algériens de langue française prometteurs, souvent cités, jamais promus.

Leur attente de récompenses littéraires parisiennes traduit au mieux un décalage par rapport au réel politique et culturel de leur pays. Et aussi une incompréhension de son histoire coloniale et nationale. L'ouverture – très mesurée – du prestigieux Prix



Photos : DR

Goncourt aux romanciers étrangers leur donne-t-elle raison ? Il est, certes, vrai que du Suisse

nationaux français. Pour différentes raisons qui ne relèvent pas toujours de la seule clôture

teurs indigènes d'Algérie sont accueillis dans l'édition parisienne et dans le champ littéraire français, plus ouverts aux œuvres et aux auteurs coloniaux. Il y a eu pendant tout ce temps dans l'édition parisienne un refus explicite d'une expression littéraire indigène en langue française.

La seule légitimité qui pouvait alors être décrétée par les institutions littéraires françaises était celle de l'expansionnisme colonial et de ses expressions littéraires, de Robert Randau et Marius-Ary Leblond à Gaston de Pouvoirville. Jusqu'à la veille de la Grande Guerre, la littérature coloniale triomphante, unanimement célébrée par les académies littéraires, dont le Goncourt, récompensant cinq de ses œuvres dans la première décennie du XX^e siècle, était perçue comme une bouée de secours pour une littérature française anémiée. Au-delà des sensibles transformations du champ littéraire, soldant la crise de la littérature française du début du XX^e siècle, de l'émergence de doctrines littéraires nouvelles et de positionnements anti-coloniaux d'auteurs issus de la gauche française et internationaliste, il n'y a pas dans l'entre-deux-

un intérêt pour l'écriture indigène algérienne de langue française émergente. C'est tardivement, en Algérie même, aux rencontres littéraires de Sidi-Madani, dans la région de Blida, qui se tiennent au début de l'année 1948, que se nouent des perspectives d'échanges entre auteurs français – notamment Brice Parrain, Louis Guilloux, Jean Cayrol – et indigènes. Les portes de l'édition française ne font alors que s'entreouvrir.

Dans le demi-siècle d'histoire littéraire algérienne, si les cas du Capitaine Ben Cherif et de Mohammed Dib, parrainés par le gouverneur général Célestin Jonnart et par Jean Cayrol, sont les plus manifestes, les débuts de Kateb, encouragés par le gouverneur général Chataigneau, de Feraoun, de Mammeri et bien d'autres auteurs du début des années 1950, s'inscrivent aussi dans cette démarche d'accompagnement bienveillante, qui pour généreuse qu'elle fut, n'était pas exempte d'arrière-pensées.

La guerre d'indépendance changeait considérablement les enjeux éditoriaux dans le champ littéraire français et redéfinissait son regard sur des auteurs algériens nouveaux, aux qualités certes reconnues, surgis dans les feux et les déchirements de la guerre.

(A suivre)

A. M.

*Écrivain-universitaire.

Dernier ouvrage paru : *Algérie, une suite allemande*, Médersa, 2008.

Il y a sans doute, dans la période actuelle, dans le sillage de Yasmina Khadra des écrivains algériens de langue française prometteurs, souvent cités, jamais promus.

Jacques Chessex au Polonais Roman Gary, du Marocain Tahar Ben Jelloun au Libanais Amin Maalouf, de l'Américain Jonathan Littell à l'Afghan Atiq Rahimi, le Goncourt a souvent couronné des écrivains étrangers de langue française, même s'ils le furent le plus souvent en leur qualité d'écrivains naturalisés français. Convierait-il ici d'incriminer dans l'absence d'œuvres de qualité de romanciers algériens dans les palmarès des académies parisiennes les seuls vieux réflexes coloniaux ? Ou encore les mutations du champ littéraire français de ce début de XXI^e siècle ?

Le problème fondamental des Algériens qui n'ont jamais obtenu de grands prix littéraires français reste aujourd'hui, près d'un demi-siècle après l'Indépendance, leur difficile recherche de positionnement autant dans la langue et dans la culture françaises que dans leurs institutions, non seulement en Algérie, mais en France aussi. Ils se disent Algériens, mais ils agissent – consciemment ou inconsciemment – comme s'ils sont des

du champ politique algérien, ils ressentent le besoin d'être reconnus plus à Paris qu'à Alger. Comment donc s'étonner que l'ancienne puissance coloniale, définitivement séparée de leur pays, reste plus que jamais pour eux le seul arbitre des sanctions et des légitimités ? Trois axes permettent d'envisager ici une réponse.

1. UNE QUESTION FRANCO-FRANÇAISE

Longtemps la réception éditoriale et critique des œuvres et des auteurs algériens a nourri en France un paternalisme de mauvais aloi. Cette situation trouve une explication, depuis la fin du XIX^e siècle, dans l'histoire des littératures de langue française dans l'espace colonial algérien et, plus précisément, dans leur présence et leur influence dans l'édition française. Pendant plus d'un demi-siècle, depuis *le Sang des races* (1898) de Louis Bertrand, jusqu'au début des années 1950 et au reflux parisien de l'École d'Alger, dernier regroupement structuré de la littérature coloniale, très peu d'au-

guerres un basculement de l'édition française qui aurait suscité

